

« Procrastiner pour le prochain élargissement serait une erreur terrible »

Charles Michel persiste et signe, en fixant une date, 2030, à laquelle, insiste-t-il, tant l'Union européenne que les pays candidats devraient être prêts, techniquement et financièrement. « Ne procrastinons pas, ce serait une erreur terrible et irresponsable ! »

ENTRETIEN

VÉRONIQUE LAMQUIN

Ce mercredi, l'Union européenne célébrera les vingt ans du plus grand élargissement qu'elle ait jamais acté. Un moment clé, insiste Charles Michel « pour se replonger dans le passé mais aussi regarder l'avenir ». Ce que le président du Conseil européen s'est attelé à faire, ce lundi matin, pour quelques médias, dont *Le Soir*.

Quelles leçons tirez-vous de cet élargissement XXL ?

C'est incontestablement une réussite ! Les dix Etats membres qui ont adhéré alors ont fait d'énormes progrès. Un

seul chiffre : la moyenne de leurs PIB nationaux se situait entre 50 et 55 % de la moyenne européenne en 2004, elle est passée à 80 %. On peut aussi évoquer les progrès en termes de chômage. Et puis, pour ces pays, c'était sans doute un enjeu existentiel que de rejoindre cet idéal européen, à ce rêve, de répondre à l'appel de l'histoire, de réunifier le continent européen.

Vingt ans plus tard, un nouvel élargissement s'impose ?

On fait face au même défi : face au chaos géopolitique, notre choix stratégique est à nouveau celui d'un élargissement. Imaginez-vous dans quelle situation on se serait trouvé, en février 2022, si nous n'avions été que quinze, avec, dans notre voisinage, des pays plus faibles sur le plan institutionnel et économique ? Ces pays auraient été victimes d'une invasion au moins politique et idéologique par la Russie. On aurait eu un nouveau rideau de fer. Avec plus de vulnérabilités, de faiblesses, et moins de poids sur la scène internationale.

C'est l'un des principaux enjeux de la prochaine législature ?

Avec la guerre en Ukraine, il y a eu une nouvelle impulsion pour la stratégie

d'élargissement. Nous devons avoir la détermination politique, des deux côtés, tant l'Union que les pays candidats, de faire des progrès. L'été dernier, dans mon discours à Bled, j'avais indiqué que nous devions être prêts pour 2030. Je le répète aujourd'hui : nous devons avoir l'ambition commune d'être prêts pour 2030. Je suis confiant que le prochain cycle institutionnel confirmera notre volonté politique d'élargir.

Que souhaitez-vous voir advenir comme étapes concrètes pour cet élargissement, avant la fin de votre mandat ?

Nous avons déjà fait d'énormes progrès. Avant même la guerre en Ukraine, j'avais décidé qu'il y aurait plus d'engagement envers les Balkans occidentaux. On met en place leur intégration progressive ; dans la dernière révision du Cadre financier pluriannuel, on a prévu un paquet financier substantiel, pour nous assurer qu'ils se rapprochent de l'Union européenne, sans attendre leur adhésion complète. Et nous devons avoir un agenda stratégique très ambitieux, un cadre politique avec des priorités claires pour la prochaine législature, dont l'élargissement. Qui est une raison supplémentaire pour réformer l'Union européenne. Aux chefs d'Etat et de gouvernement de donner les orientations : quelles sont les priorités et politiques communes ? Et là, on voit qu'il y a un débat vibrant : Emmanuel Macron vient de prononcer un discours, Olaf Scholz l'avait fait...

Où en êtes-vous, dans la définition de cet agenda stratégique, qui doit être approuvé par le Conseil européen en juin ?

Il y a déjà un large consensus autour de deux points : la compétitivité et la défense. Sur le premier : c'est une honte de voir 300 milliards d'épargne européenne filer vers les USA, c'est stupide, inacceptable. On doit agir maintenant, il ne suffit pas de parler, parler, parler d'une Commission géopolitique. Il faut une volonté politique pour agir sur la compétitivité. Quant à la défense, c'est un nouveau paradigme. Il y a deux ou trois ans, c'était encore un débat théorique, parce que beaucoup de leaders étaient réticents à se lancer là-dedans. Pour l'agenda stratégique, j'ai voulu impliquer les leaders depuis le début, ce qui est une méthode inhabituelle. J'ai commencé, avant même l'été dernier, à réunir les chefs d'Etat et de gouvernement en petits groupes, informels, pour de vrais échanges. Je suis très satisfait de voir comment ils sont impliqués.

En 2030, l'Europe aura intégré de nouveaux membres, selon vous ?

Je ne dis pas qu'on aura élargi en 2030, je dis qu'on doit être prêts. Quelle est l'alternative ? Procrastiner pendant des décennies comme on l'a fait avant ? Ce serait une erreur, terrible et irresponsable. Concrètement, c'est un processus basé sur le mérite. Des deux côtés. On doit s'adapter. Je pense que si nous sommes prêts sur plan technique et financier, d'ici à 2030, cela aura une influence énorme sur la décision politique. Il sera alors difficile de dire « on a besoin de plus de temps ». Et, pour certains pays, ça pourrait être plus tôt. Pour les candidats, cela veut dire travailler sur l'Etat de droit, l'indépendance de la justice, l'acquis communautaire...

veut dire, aussi, des réformes institutionnelles ?

Le traité de Lisbonne offre déjà une réelle marge de manœuvre qui n'est pas totalement exploitée. Exemple : il y a deux ans, on a utilisé l'abstention constructive, pour mobiliser des armes pour l'Ukraine. Même si certains rêvent de réformer les traités, on sait tous que c'est très complexe, dans certains pays, il faudrait par exemple un référendum.

Cela pourrait être l'occasion de concrétiser des réformes démocratiques, réclamées, notamment, par la Conférence sur l'avenir de l'Europe ?

J'ai bien sûr des idées pour renforcer le côté démocratique et l'efficacité... Mais je mesure la difficulté. A court et moyen terme, notre priorité doit être l'agenda stratégique, avec la compétitivité et la défense. Et sans doute que, dans les prochaines années, il y aura un moment institutionnel, mais je ne le vois pas venir dans les prochains mois ni même les deux ou trois prochaines années. Si on consacre de l'énergie pour parler des réformes institutionnelles, à la fin, on n'aura pas avancé sur le reste, la compétitivité, la défense.

L'élargissement à de nouveaux pays, notamment l'Ukraine, suscite quelques doutes, quant à sa faisabilité...

C'était par exemple le cas avec l'agriculture pour la Pologne, exactement comme avec l'Ukraine aujourd'hui.

Les inquiétudes portent, aussi, sur le budget.

Cela a aussi, bien sûr, un impact. Une transition pragmatique sera nécessaire, c'est toujours le cas. En ce compris dans le domaine de l'agriculture et de la cohésion. Et puis, il faut distinguer les situations. Les Balkans, c'est 17 millions d'habitants, c'est faisable. Pour l'Ukraine, c'est difficile, c'est un pays de 40 millions d'habitants, qui vit une guerre.

Ne craignez-vous pas que, dans le contexte polarisé et avec la montée des populistes, il pourrait être difficile de convaincre l'opinion publique du bien-fondé de l'élargissement ?

Il faut dire la vérité, prendre le temps d'expliquer aux citoyens ce qu'on vit, un chaos géopolitique, sans doute l'ouverture d'un nouveau chapitre de l'histoire, un mouvement vers un monde plus fragmenté ou un monde multipolaire. Evitons tout tabou. Par ailleurs, il faut être équitable et juste, il ne faut pas avoir de double standard. A cet égard, il est important que la Commission soit neutre et traite tous les Etats membres de manière objective. Pour les élections, on verra les résultats. Je pense qu'à la fin, l'idéal européen prévaudra.

Pensez-vous, comme Emmanuel Macron, que le projet européen est mortel ?

Tout projet démocratique est mortel par nature. Mais soyons clairs : ce n'est pas une impression pessimiste. Moi, je suis optimiste : on a des forces, des outils, et on est lucides. Et parfois, certaines choses, comme le rapport d'Enrico Letta, nous ouvrent les yeux, par exemple sur l'épargne européenne qui nourrit l'économie américaine. Il est fondamental d'ouvrir les yeux et d'agir. C'est ça que j'ai essayé de faire pendant cinq ans, j'ai essayé d'amener au niveau des leaders des débats stratégiques. Parce que je savais que, sans l'implication des leaders, il était impossible de changer de trajectoire.

Pour les Etats membres de l'UE, cela



Pour Charles Michel, « face au chaos géopolitique, notre choix stratégique est à nouveau celui d'un élargissement ». © HATIM KAGHAT.